

Gandrange chez ArcelorMittal

Ce matin, l'intersyndicale emmène ses troupes à Luxembourg pour obtenir d'ArcelorMittal le gel de son plan. « Tout dépendra de la mobilisation » annoncent les syndicats.

Si on est plus de 800 ça sera bien. Un millier ça serait mieux. » Ce membre de l'intersyndicale CFDT-CGT-CFE/CGC croit très fort à la mobilisation engagée pour soutenir la défense de l'aciérie et du train à billettes d'ArcelorMittal à Gandrange. Hier, les syndicats ont mis la dernière main aux préparatifs. Une quinzaine de bus devraient partir entre 8 h 30 et 9 h de Gandrange pour rejoindre Luxembourg. Les salariés de l'usine, en grève depuis hier soir et jusqu'à jeudi 22 h, auront le renfort des intérimaires, des sous-traitants, des collègues de Schiffange, même des « gars de Dunkerque et de Fos-sur-Mer sont annoncés » et bien sûr d'un important contingent d'élus des villes de la vallée de l'Orne.

Des tracts seront distribués dans les bus appelant les manifestants à rester calme. L'intersyndicale tiendra un grand meeting sur la place devant le siège social d'ArcelorMittal avenue de la Liberté. Les prises de paroles

des syndicats précéderont l'entrevue programmée avec la direction. Une délégation devrait rencontrer Gerhard Rentz, le patron des aciers longs en Europe, Bernard Fontana, un cadre français directeur des ressources humaines pour tout le groupe, et Evie Roos, le DRH pour les sites des produits longs en Europe. « On ne compte trop voir Lakshmi Mittal qui est semble-t-il très pris à Paris en ce moment. Et sûrement pas Gonzalo Urquijo le numéro 2 du groupe » lâche un syndicaliste.

CE vendredi à Metz

« Nous demanderons le gel du plan. On ne doit pas se relâcher. Notre combat sera long. Et nous continuons à travailler au contre-projet » assure un porte-parole CFDT-CGT-CFE/CGC alors que la direction de l'usine a convoqué un comité d'entreprise ce vendredi à Metz. A l'ordre du jour le lancement de la procédure du Livre III (plan industriel) et du Livre IV (aspect social) et aussi la nomination

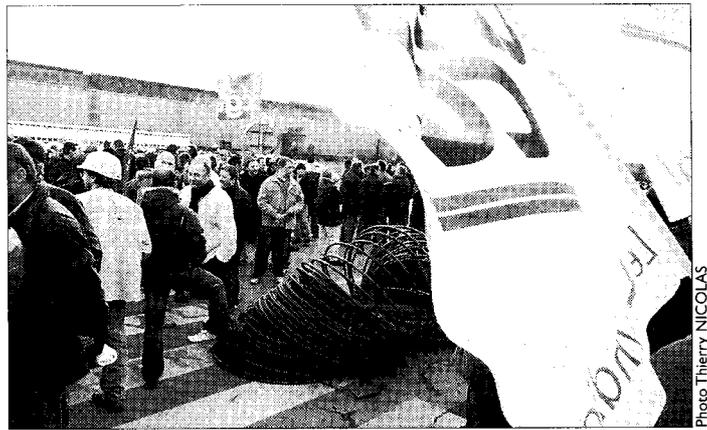


Photo Thierry NICOLAS

A Luxembourg, l'intersyndicale espère une forte mobilisation pour tenir tête à la direction.

de l'expert du cabinet Syndex chargé de réaliser un audit du site. Le CE se déroulera au Gesim (centre de formation de la métallurgie). « A Metz, sans doute parce qu'ils craignent des débordements comme la semaine passée à l'usine » remarque un délégué CGT. Du reste, au sein de l'aciérie, les cadres ont déjà averti le personnel que la réorganisation du travail

pourrait commencer en juillet et s'étaler jusqu'au premier trimestre 2009. La direction d'ArcelorMittal, inflexible lors de la table ronde de lundi en préfecture de Metz, va-t-elle infléchir son discours et accepter l'idée d'un contre-industriel ? « Tout dépendra de notre mobilisation » réplique l'intersyndicale.

Bernard KRATZ.

Rencontre Sarkozy-Mittal après la visite en Inde

Nicolas Sarkozy pourrait rencontrer, après son voyage en Inde vendredi et samedi, le PDG du groupe sidérurgique ArcelorMittal, Lakshmi Mittal, pour évoquer les suppressions d'emplois envisagées dans son usine de Moselle, a précisé hier le porte-parole du gouvernement. « Le président de la République sera amené, éventuellement, à avoir des discussions sur ce dossier industriel avec M. Mittal après son voyage en Inde », a déclaré Laurent Wauquiez à la presse en rendant compte des travaux du conseil des ministres. « Il a toujours entretenu des contacts directs avec lui et, sur ce dossier, c'est bien son intention de continuer. Il y a des initiatives qui se pré-

parent (sur le dossier Mittal) mais, à ce stade, je ne peux pas vous en dire plus », a insisté M. Wauquiez en reprenant les propos, la semaine dernière à Sens, de Nicolas Sarkozy.

Le porte-parole du gouvernement a largement annoncé qu'une réunion sur les restructurations industrielles serait organisée prochainement autour de Nicolas Sarkozy. « Le but est de faire le point sur l'ensemble des dossiers industriels, de voir avec les membres du gouvernement quels sont les dispositifs et les soutiens que peut mettre en avant le gouvernement. » Il a notamment évoqué le « rôle très intéressant » que pourrait jouer la Caisse des dépôts et consignations.

Réactions

Les Verts : « Renégociateur »

Jugeant « scandaleux » le projet d'ArcelorMittal, le groupe des élus Verts au conseil régional en appelle à « une renégociation des règles du commerce mondial, qui intègre enfin des clauses sociales et environnementales », dès que la France aura pris la présidence de l'Union européenne. Les Verts demandent par ailleurs aux grands groupes industriels d'« investir, dans notre région, dans la création de nouveaux outils industriels innovants », comme Total l'a fait récemment en Provence-Alpes-Côte d'Azur « pour une importante unité de production de panneaux photovoltaïques ».

Pour la Lorraine : « Reclassement et former »

Les conseillers régionaux Claude Gaillard et Gérard Longuet (groupe Pour la Lorraine, droite) répliquent aux propositions du président Jean-Pierre Masseret : « La région Lorraine n'a pas les moyens de redresser la chimie ou de gommer les importants écarts entre la France, l'Europe de l'Est, la Chine ; pas plus qu'elle ne peut gérer un four électrique dont la pertinence a toujours été discutée ».

En revanche, « lorsque toutes les solutions ont été explorées, la Région doit être pilote pour veiller à ce que les cellules de reclassement et de formation permettent de donner toutes leurs chances aux salariés », estiment-ils, en soulignant : « Les moyens existent puisqu'en quatre ans, le conseil régional a augmenté de 40 % sa fiscalité ».